

ODOXA

L'Opinion tranchée

Baromètre de l'économie

Juin 2024

LEVÉE D'EMBARGO : JEUDI 6 JUIN 2024 À 6H30

Sondage réalisé pour



Challenge^s et



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet les **29 et 30 mai 2024**.



Echantillon

Echantillon de **1 005 Français**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

| Taille de l'Echantillon | Si le pourcentage observé est de ... | | | | | |
|-------------------------|--------------------------------------|------------|------------|------------|------------|-----|
| | 5% ou 95% | 10% ou 90% | 20% ou 80% | 30% ou 70% | 40% ou 60% | 50% |
| 200 | 3,1 | 4,2 | 5,7 | 6,5 | 6,9 | 7,1 |
| 300 | 2,5 | 3,5 | 4,6 | 5,3 | 5,7 | 5,8 |
| 400 | 2,2 | 3,0 | 4,0 | 4,6 | 4,9 | 5,0 |
| 500 | 1,9 | 2,7 | 3,6 | 4,1 | 4,4 | 4,5 |
| 600 | 1,8 | 2,4 | 3,3 | 3,7 | 4,0 | 4,1 |
| 800 | 1,5 | 2,5 | 2,8 | 3,2 | 3,5 | 3,5 |
| 900 | 1,4 | 2,0 | 2,6 | 3,0 | 3,2 | 3,3 |
| 1 000 | 1,4 | 1,8 | 2,5 | 2,8 | 3,0 | 3,1 |
| 2 000 | 1,0 | 1,3 | 1,8 | 2,1 | 2,2 | 2,2 |
| 3000 | 0,8 | 1,1 | 1,4 | 1,6 | 1,8 | 1,8 |

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1 000 personnes (lorsque l'ensemble des Français est interrogé), si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

« L'œil du sondeur »

Les enseignements du sondage par Gaël Sliman, président d'Odoxa

La lutte contre les déficits est devenue une priorité pour les Français qui, pour y parvenir, sont prêts à de nombreux sacrifices

- 1) Moral économique : frémissement en juin (+2 points) ... mais toujours 75% de défiants quant à l'avenir de la situation économique de notre pays.
- 2) Lutter contre la dette et les déficits est une priorité pour 6 Français sur 10, qui pensent (67%) que cela sera finalement positif pour notre économie.
- 3) 6 Français sur 10 sont favorables à la réduction des aides sociales (59%) et à la réduction du nombre de fonctionnaires (57%).
- 4) Malheureusement, les Français ne font confiance à aucun parti pour y parvenir... mais ils font désormais bien plus confiance au RN qu'à la majorité.

Synthèse détaillée du sondage

(1/2)

La lutte contre les déficits est devenue une priorité pour les Français qui, pour y parvenir, sont prêts à de nombreux sacrifices

1) Moral économique : frémissement en juin

Le moral économique des Français reste médiocre avec 75% de « défiants » concernant « l'avenir de la situation économique de notre pays ». Néanmoins, il s'améliore sensiblement en progressant de 2 points par rapport à mai dernier.

2) Lutter contre la dette et les déficits est une priorité pour 6 Français sur 10 qui pensent (67%) que cela sera finalement positif pour notre économie

Pour 59% des Français, lutter contre les déficits et la dépense publique est une priorité, quitte pour cela à ralentir notre économie. Ceux qui pensent qu'il faut au contraire soutenir l'activité économique, quitte à augmenter la dépense publique, sont désormais largement minoritaires (38%). C'est une évolution spectaculaire en moins d'un an : +7 points pour ceux voulant avant tout lutter contre les déficits, et -8 points pour ceux voulant avant tout soutenir l'économie !

Cette primauté accordée à la lutte contre les déficits est largement partagée par les sympathisants de droite et de l'extrême-droite (75% des LR et 70% des RN le pensent), elle est aussi importante, mais moins nettement, chez les autres : 46% des sympathisants de la majorité tout comme 55% des Insoumis le pensent aussi.

Pourquoi une telle demande de réduction du déficit public et de la dette de la France ?

Parce que les deux tiers des Français (67% vs 32%) pensent que ce serait finalement quelque chose de positif pour notre économie.

Synthèse détaillée du sondage

(2/2)

3) 6 Français sur 10 sont favorables à la réduction des aides sociales (59%) et à la réduction du nombre de fonctionnaires (57%)

Logiquement dès lors, compte tenu de leur demande de rigueur budgétaire, les Français sont largement favorables (et de plus en plus) à ce que soient prises des mesures très « dures » pour parvenir à réduire le déficit public : 59% sont pour la réduction des aides sociales (+7 points en deux mois) et 57% sont pour la réduction du nombre de fonctionnaires (+3 points).

Près d'un Français sur deux (48% vs 51%) serait aussi favorable à la réduction des aides aux entreprises. En revanche, il est un sujet qui reste tabou : l'augmentation des impôts pour tous les Français, qui reste rejetée par 8 Français sur 10 (81%).

Si la réduction des aides sociales et la diminution du nombre de fonctionnaires sont majoritairement approuvées, elles « clivent » l'opinion : alors que les sympathisants de droite (LR et RN) et de la majorité y sont très favorables, ceux de gauche y restent farouchement opposés.

4) Malheureusement, les Français ne font confiance à aucun parti pour y parvenir... mais ils font désormais bien plus confiance au RN qu'à la majorité

Pour réduire la dette et les déficits publics, les Français ne font malheureusement confiance à aucun des principaux partis politiques... mais désormais, ils font bien plus confiance au RN (33% de confiance) dans ce domaine qu'à la majorité (22%) ou à n'importe quel autre parti politique.



Résultats du sondage

Le moral économique des Français reste médiocre avec 75% de « défiants » concernant « l'avenir de la situation économique de notre pays ». Néanmoins, il s'améliore sensiblement en progressant de 2 points par rapport à mai dernier



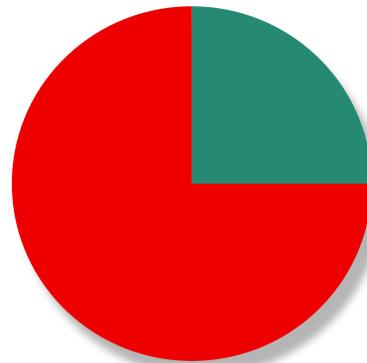
Depuis ces dernières semaines êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou plutôt moins confiant(e) concernant l'avenir de la situation économique en France ?

Plutôt moins confiant(e)
75%

➤ Rappel mai 2024* : 77%

Plutôt plus confiant(e)
25%

➤ Rappel mai 2024* : 23%



+2 pts*

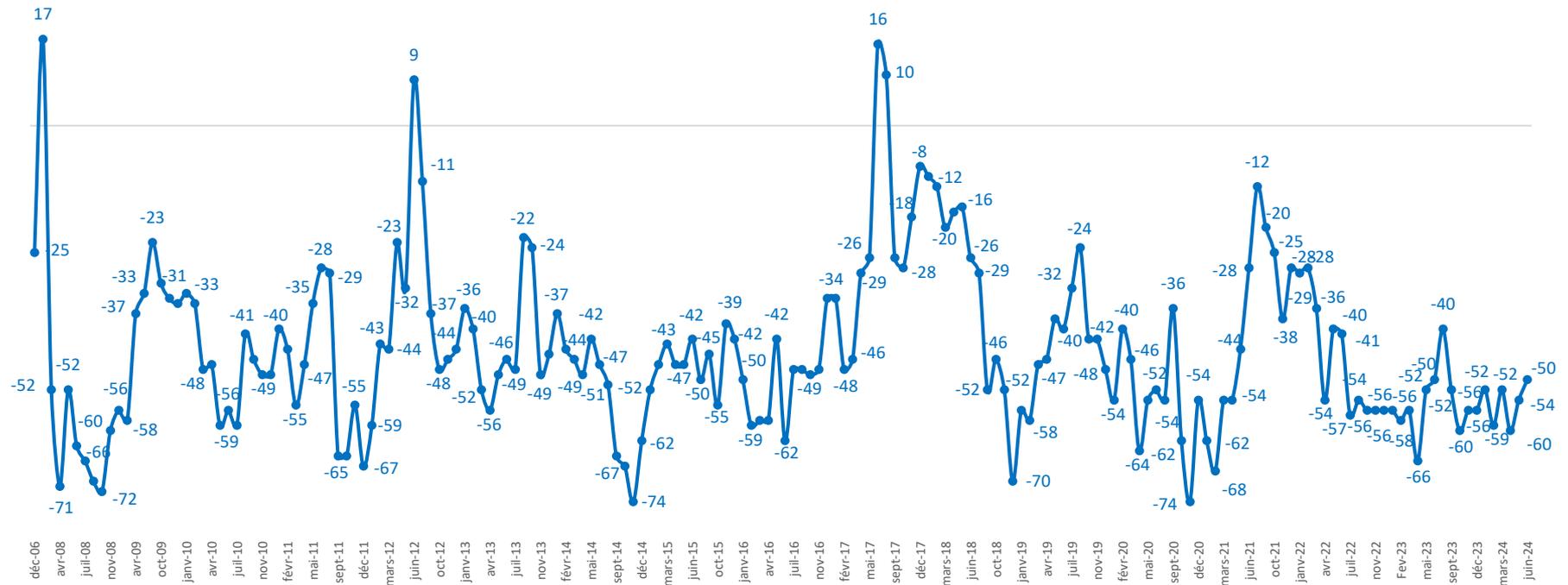
INDICE « Plutôt plus confiant(e) » - « Plutôt moins confiant(e) » = -50

Rappel du mois précédent* : - 54

Evolution de l'indice de confiance (confiance – défiance)



Depuis ces dernières semaines êtes-vous plutôt plus confiant(e) ou plutôt moins confiant(e) concernant l'avenir de la situation économique en France ?



* Jusqu'en juillet 2014, ce baromètre était réalisé par BVA pour Axys Consultants, BFM et Challenges

Pour 6 Français sur 10, lutter contre les déficits et la dépense publique est une priorité, quitte pour cela à ralentir notre économie



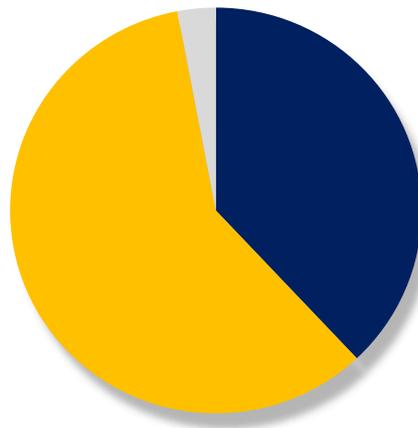
Aujourd'hui, pensez-vous qu'il faudrait plutôt que la France... ?

Lutte contre les déficits et la dépense publique quitte à ralentir l'économie

59%

+ 7 pts
en 1 an*

(NSP)
3%



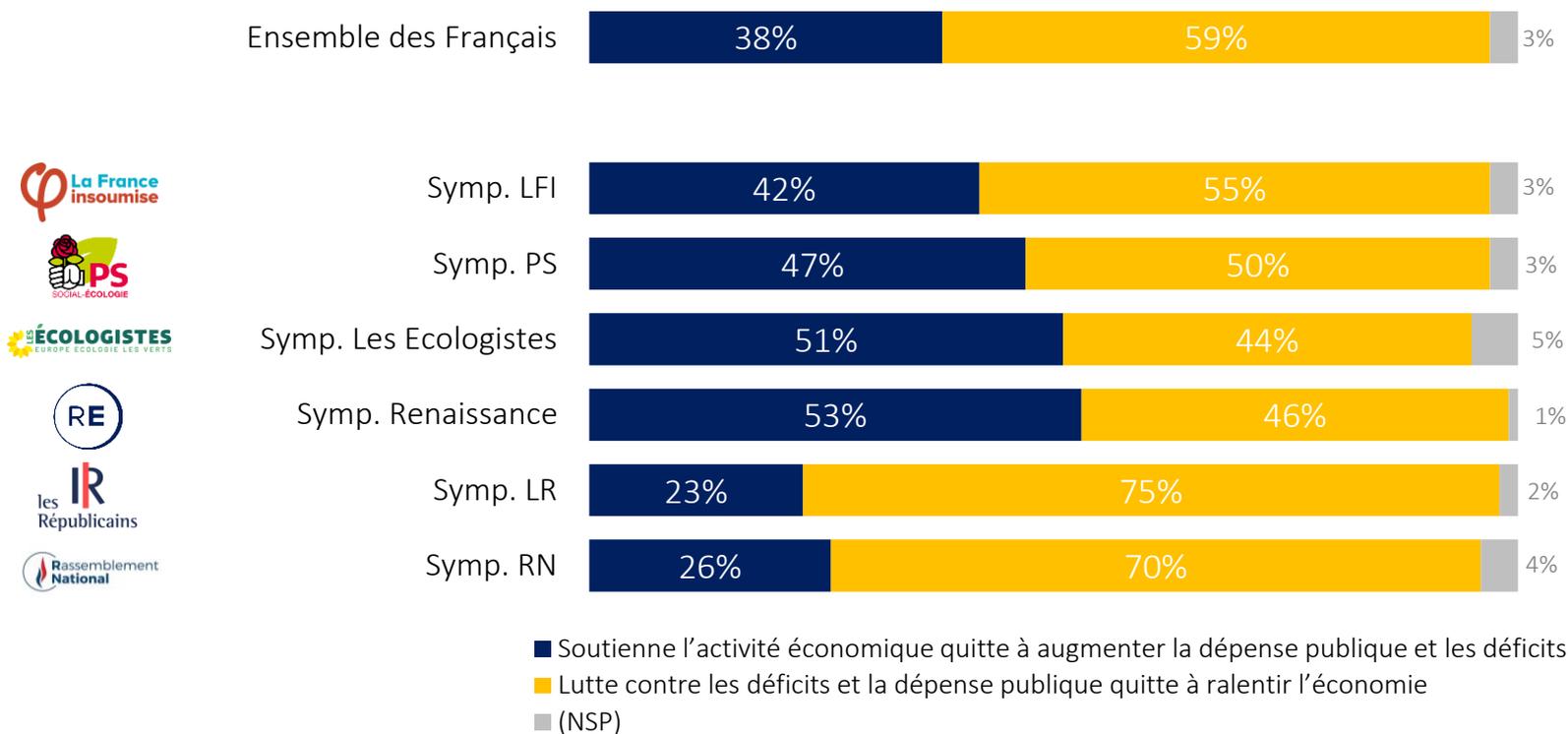
Soutienne l'activité économique quitte à augmenter la dépense publique et les déficits

38%

Cette primauté accordée à la lutte contre les déficits est largement partagée par les sympathisants de droite et de l'extrême-droite, elle est aussi importante mais moins nettement chez les autres : 46% des sympathisants de la majorité tout comme 55% des Insoumis le pensent aussi



Aujourd'hui, pensez-vous qu'il faudrait plutôt que la France... ?

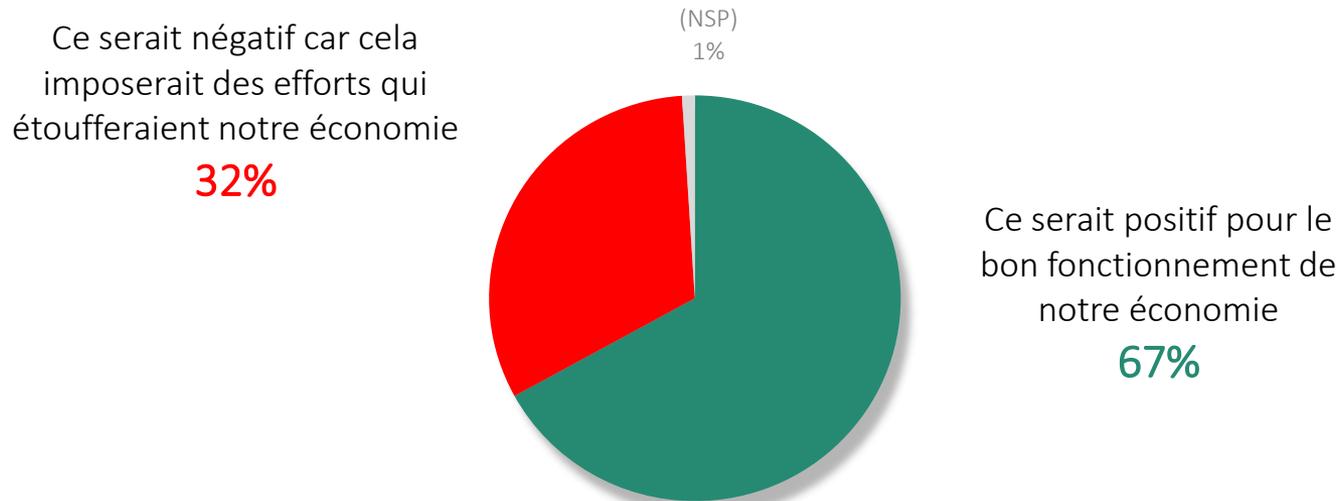


Pourquoi une telle demande de réduire le déficit public et la dette de la France ?

Parce que les deux-tiers des Français (67% vs 32%) que ce serait finalement quelque chose de positif pour notre économie



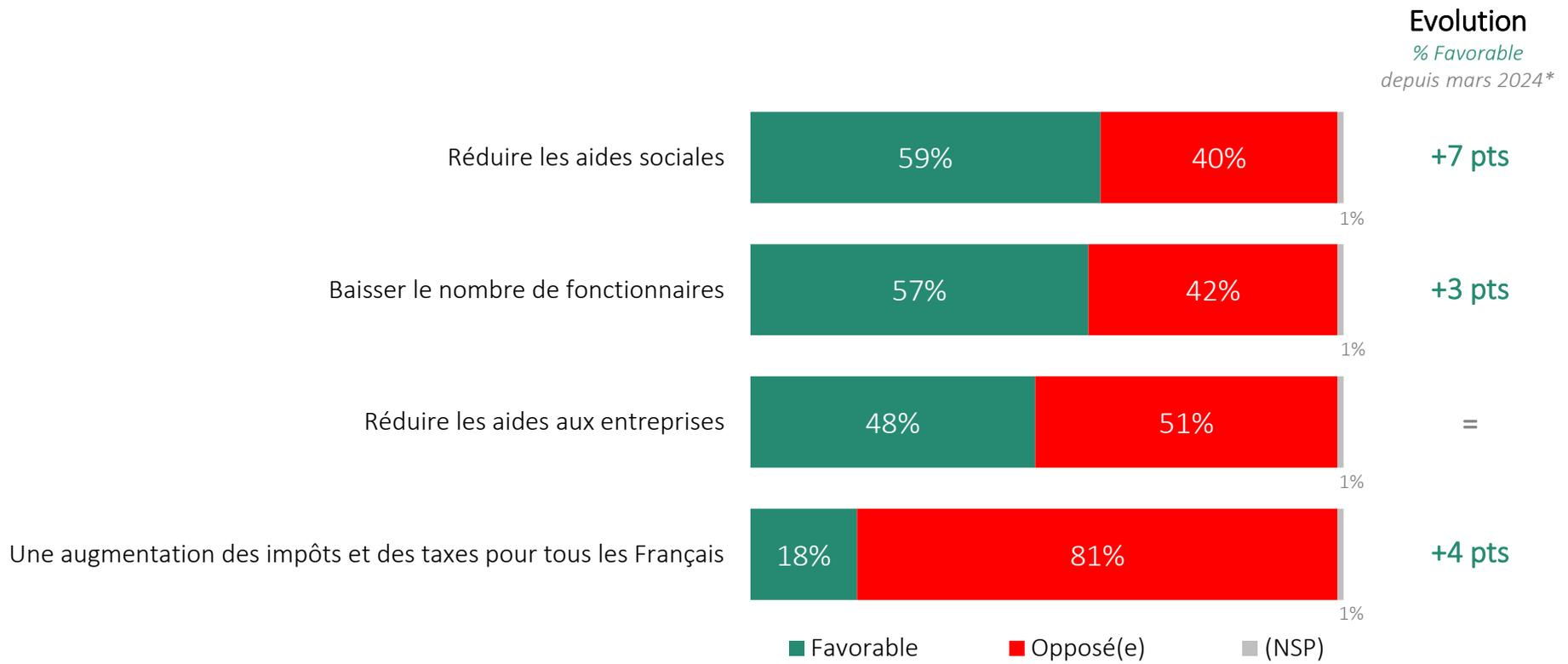
Pensez-vous que faire baisser le déficit public et la dette de la France est quelque chose qui serait positif pour le bon fonctionnement de notre économie ou au contraire que ce serait négatif car cela imposerait trop d'efforts qui pourraient étouffer notre économie ?



Les Français sont largement favorables à des mesures très « dures » pour parvenir à réduire le déficit public : 59% sont pour la réduction des aides sociales et 57% sont pour la réduction du nombre de fonctionnaires. En revanche, l'augmentation des impôts pour tous les Français reste rejetée par 8 Français sur 10



Pour réduire le niveau de déficit public de la France, seriez-vous favorable ou opposé(e) à... ?



Si la réduction des aides sociales et la diminution du nombre de fonctionnaires sont majoritairement approuvées, elles « clivent » l'opinion : alors que les sympathisants de droite (LR et RN) et de la majorité y sont très favorables ceux de gauche y restent farouchement opposés



Pour réduire le niveau de déficit public de la France, seriez-vous favorable ou opposé(e) à... ?

RÉDUIRE LES AIDES SOCIALES



Les plus favorables

% Favorable (moyenne nationale : 59%)

Sympathisants LR : 78%

Sympathisants RN : 74%

Sympathisants Renaissance : 69%

Foyers aux revenus aisés* : 69%

65 ans et plus : 69%



Les plus opposés

% Opposé(e) (moyenne nationale : 40%)

Sympathisants Ecologistes : 72%

Sympathisants PS : 69%

Sympathisants LFI : 63%

Foyers aux revenus modestes* : 57%

18-24 ans : 53%

BAISSER LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES



Les plus favorables

% Favorable (moyenne nationale : 57%)

Sympathisants Renaissance : 71%

Sympathisants LR : 64%

Ouvriers : 71%



Les plus opposés

% Opposé(e) (moyenne nationale : 42%)

Sympathisants Ecologistes : 66%

Sympathisants PS : 53%

Sympathisants LFI : 53%

Salariés du secteur public : 57%

18-24 ans : 57%

Pour réduire la dette et les déficits publics, les Français ne font malheureusement confiance à aucun des principaux partis politiques... mais désormais, ils font bien plus confiance au RN (33% de confiance) dans ce domaine qu'à la majorité (22%) ou à n'importe quel autre parti politique



Pour chacune des formations politiques suivantes, dites-nous si vous lui faites confiance pour mener une politique permettant de réduire la dette et le déficit public de la France ?

